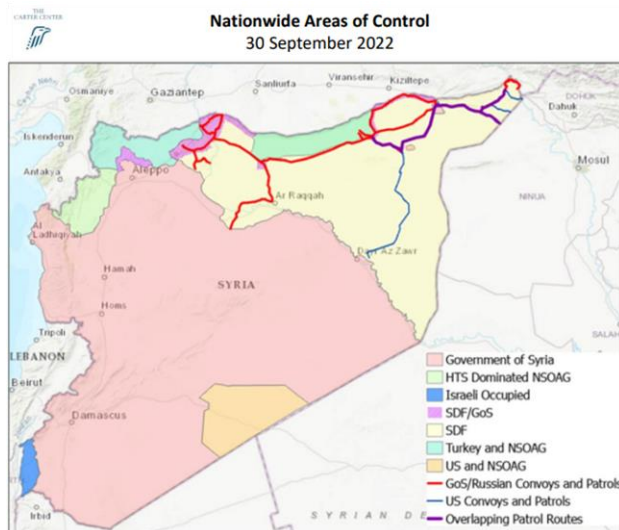


Factsheet Syrie

Mai 2023

1. Faits et chiffres



Carte : Carter Center, septembre 2022

Population. En 2023, la population totale était [estimée à 23,2 millions](#).

Ethnicité, religions et langues. [Données démographiques peu fiables](#). Certains groupes minoritaires sont définis principalement par la religion, d'autres par l'ethnicité. [La principale religion est l'Islam sunnite \(75 %\), suivie par l'Islam alaouite \(12 %\), le christianisme \(10%\) et le druzisme \(3 %\)](#). Principaux groupes ethniques : Arabes (50%), Alaouites (15%), Kurdes (10%), Levantins (10%). Reste de la population (15%) : Druzes, Ismaéliens, Assyriens, Turkmènes, Arméniens. Principales langues : l'arabe et le kurde.

Système politique. La République Arabe Syrienne est dirigée par le président Bachar al-Assad qui a succédé à son père Hafez al-Assad en 2000. Ce dernier a légué à son fils une structure politique répressive et étroitement contrôlée par un cercle intérieur dominé par les membres de la communauté chiite alaouite de la famille Assad. L'emprise autoritaire de Bachar al-Assad s'exerce notamment à travers [le parti Ba'ath, l'une des institutions les plus efficaces du régime](#). Les [alliés politiques, sécuritaires et commerciaux](#) du président ont plus d'influence que des institutions formelles telles que le cabinet et le parlement. L'[Iran et la Russie](#) exercent également une grande influence sur la politique du régime. En 2021, Bachar al-Assad a été [réélu pour sept ans avec plus de 95 % des votes](#). L'Union européenne (UE) et les États-Unis ont estimé que ces élections n'étaient [ni libres, ni équitables, ni inclusives](#).

2. Profils à risque

Seuls les groupes à risque les plus importants et particulièrement vulnérables sont mentionnés ci-dessous. Des informations plus détaillées et complètes sont disponibles dans la [dernière mise à jour](#) (février 2023) de l'Analyse commune et note d'orientation de l'European Union Agency for Asylum (EUA).

- **Personnes s'opposant ou perçues comme s'opposant au gouvernement** : toute personne qui s'oppose, émet des critiques et/ou qui habite des régions considérées comme associées à l'opposition. Membres de familles ou entourage également ciblés.
- **Les insoumis et les déserteurs** : Risques de torture et de mauvais traitements si l'insoumission est vue comme un acte politique ou anti-gouvernemental. L'arbitraire prévaut. Risque élevé d'arrestation aux postes de contrôle.

- **Personnes soutenant ou perçues comme soutenant le gouvernement** : professionnel-le-s, groupes ethniques et religieux minoritaires (alaouites, chiïtes et druzes) et autres civil-e-s. Ciblés par Daesh et par les groupes anti-gouvernementaux.
- **Les personnes s'opposant ou perçues comme s'opposant, aux groupes armés anti-gouvernementaux** dans les régions qu'ils contrôlent : journalistes, avocats, militant-e-s politiques et/ou droits humains et travailleurs-euses humanitaires. Ciblés pour leur soutien, réel ou présumé, au gouvernement ou à des groupes armés rivaux.
- **Les personnes s'opposant ou perçues comme s'opposant, au Parti de l'union démocratique (PYD) ou Unités de protection du peuple (YPG)** dans les zones sous leur contrôle de facto, y compris les membres des partis d'opposition kurdes, des journalistes, militant-e-s politiques et des manifestant-e-s.
- **Certains professionnel-le-s** : journalistes, universitaires, médecins, professionnel-le-s de la santé, travailleurs-euses humanitaires et défenseurs-euses des droits humains.
- **Membres de groupes religieux et ethniques minoritaires** : la situation varie selon la région et qui la contrôle.
- **Femmes** : exposées à des violations par les différentes parties au conflit. Violence sexuelle/domestique, crimes d'honneur, mariages forcés, exploitation sexuelle.
- **Enfants** : recrutement forcé, violence sexuelle, violence domestique, travail forcé.
- **Personnes LGBTQI+** : ciblées par la famille immédiate et élargie, la société, les autorités gouvernementales, ainsi qu'une série de groupes armés.

3. Développements politiques et sécuritaires récents

Processus de paix bloqué. La Russie encourage un rapprochement entre la Syrie et la Turquie. Fin de l'isolement pour Bachar al-Assad. Le régime syrien et l'opposition (Kurdes du PYD pas invités) se réunissent périodiquement depuis fin 2016 sous l'égide de la Turquie, la Russie et l'Iran (processus d'Astana). [Pas de progrès significatifs](#) lors de la dernière réunion (novembre 2022). Mis en place en 2018, un comité constitutionnel de 150 membres (divisé en tiers : gouvernement/ opposition/ société civile) chargé de réviser la constitution n'a [pas produit de résultats concrets](#). Dernière [réunion du comité annulée](#) en juillet 2022. Efforts russes depuis décembre 2022 pour faciliter un [rapprochement entre la Syrie et la Turquie](#). En mai 2023, la [Syrie a été invitée à réintégrer la Ligue arabe](#), signalant un retour en grâce de Bachar al-Assad et une possible pleine normalisation des relations avec les pays arabes. Les États-Unis et l'UE continuent de conditionner toute aide financière pour la reconstruction de la Syrie à une transition politique crédible, impliquant à terme des élections.

Le régime syrien a reconquis une grande partie du territoire ces dernières années. Depuis 2017, le régime syrien, et ses alliés russes et iraniens, a progressivement repris le contrôle de larges parties du territoire. Il contrôle aujourd'hui [environ 63 % du pays](#), y compris le centre et le sud de la Syrie, les gouvernorats le long de la côte méditerranéenne et certaines parties de l'est de la Syrie et d'Alep. Les villes les plus importantes du pays, telles que Damas, Homs ou Hama sont sous le contrôle du régime syrien.

Présence limitée dans le nord-est du pays. Blocus de la ville d'Alep depuis août 2022. Depuis le cessez-le-feu conclu en mars 2020 entre la Turquie et la Russie, qui a mis fin à l'opération militaire de l'armée syrienne visant à reconquérir la province d'Idleb, les principales lignes de front dans le nord-est et le nord-ouest sont restées statiques. Contrôle très relatif du régime syrien sur les territoires et [certaines villes comme Alep](#), notamment en

raison de son incapacité à sécuriser certaines régions et à fournir des services de base. Depuis août 2022, le régime a imposé un [blocus sur certaines zones à majorité kurde](#) du nord de la région d'Alep, créant de graves pénuries de carburants et de fournitures essentielles pour des dizaines de milliers de personnes. Les zones les plus touchées sont sous le contrôle du conseil civil kurde, affilié à l'Administration autonome du nord et de l'est de la Syrie (AANES).

Les Forces démocratiques syriennes (SDF) à dominante kurde contrôlent la région nord-est. Les Forces démocratiques syriennes (SDF), dont le PYD et l'YPG fournissent le gros des combattants, [contrôlent environ un quart du pays](#), y compris les provinces de Raqqa et de Hassaké et partiellement Alep et Deir al-Zor. En 2022, la Turquie a bombardé de manière répétée les villes du nord-est de la Syrie contrôlées par les SDF. Dans les jours qui ont suivi un [attentat à la bombe](#) commis le 13 novembre 2022 à Istanbul, attribué par la Turquie au PKK et aux Unités de protection du peuple (YPG), l'armée de l'air turque a lancé une offensive, baptisée [opération « Griffes-épées »](#), visant les régions kurdes dans la province d'Alep et d'Hassaké. Selon [Human Right Watch](#), ces attaques ont endommagé des zones densément peuplées et des infrastructures critiques, causant des déplacements forcés.

Région d'Afrin et partie d'Alep sous contrôle turc. Zone de sécurité établie au nord suite à l'opération militaire turque d'octobre 2019. A la suite de [quatre opérations militaires successives](#) sur le territoire syrien conduites entre 2016 et mars 2020, la Turquie a établi une présence militaire dans la province d'Alep et dans la région d'Afrin qu'elle contrôle avec des forces affiliées. A la suite de l'opération militaire d'octobre 2019, la Turquie a établi une zone de sécurité de 32 km de large et 480 km le long de la zone frontalière ou [elle projette de reloger 1 million de réfugié-e-s](#) syrien-ne-s résidant en Turquie. Un accord conclu avec la Russie en octobre 2019 permet à la Turquie de conserver le contrôle sur cette zone. En mars 2020, l'[opération militaire « Bouclier du printemps »](#) a permis à la Turquie de stopper l'avancée militaire du régime syrien à Idlib.

Région d'Idlib largement contrôlée par Hayat Tahrir al-Sham (HTS). La région d'Idlib est contrôlée par des groupes armés rivaux, dont le plus important est Hayat Tahrir al-Sham ([une coalition de groupes armés islamistes sunnites anti-gouvernementaux](#)), qui contrôlerait la majorité de la région. A Idlib, la Turquie soutient notamment l'Armée nationale syrienne (anciennement Armée syrienne libre). Les postes d'observation turcs ont été sous le feu des attaques des forces syriennes et russes depuis décembre 2019. Près [de 60 soldats turcs tués](#). Fragile cessez-le-feu entre la Turquie et la Russie depuis le 5 mars 2020. Des bombardements russes et des [tirs d'artillerie du régime syrien sur des zones civiles](#) ont continué en 2022. Le régime syrien est [accusé d'avoir utilisé des bombes à sous-munitions](#) dans une attaque contre un camp de personnes déplacées près d'Idlib en novembre 2022.

Daesh privé de territoires, mais toujours une menace. Bien que Daesh ait perdu tous ses territoires en Syrie depuis avril 2019, ce groupe est [toujours une menace](#) en raison de sa capacité à continuer à lancer des attaques. Le groupe compterait [environ 1000 combattants en Syrie et en Irak](#), soutenus par entre 5000 et 10 000 non-combattants. Depuis 2020, Daesh a refait surface dans des zones précédemment libérées et a étendu sa présence, notamment à l'est de Homs et Damas. En janvier 2022, le groupe a lancé [une attaque contre une prison dans la ville d'Hassaké](#) qui a coûté la vie d'au moins 100 combattants de Daesh et des SDF.

Tremblements de terre de février 2023. Le tremblement de terre du 6 février 2023 a causé la [mort d'au moins 4500 personnes en Syrie](#). La zone la plus durement touchée a été celle

du nord-ouest, une région où plus de [4 millions de personnes dépendaient déjà de l'aide humanitaire](#) et qui est largement sous le contrôle de forces d'opposition anti-gouvernementales. Les districts de [Harim \(Idleb\)](#), [Afrin et Jebel Saman \(Alep\)](#) sont ceux qui comptent le plus grand nombre de personnes décédées et blessées. Au moins 10 000 bâtiments ont également été détruits ou endommagés. Plus de [80 000 personnes ont été déplacées](#) en direction de la frontière nord et celle est de la Syrie. L'assistance humanitaire a été retardée par le fait que celle-ci n'a pu être acheminée que par le seul couloir d'aide des Nations unies approuvé par le Conseil de sécurité, de la Turquie vers les zones touchées. Ce n'est qu'une semaine après le séisme que le gouvernement syrien a autorisé [l'ouverture de deux nouveaux points de passage](#) vers le nord-ouest de la Syrie pour une durée de trois mois.

4. Impact du conflit sur les civils

Au moins 350 000 morts depuis 2011. Plus de 15 millions de syrien-ne-s ont besoin d'une aide humanitaire. Depuis 2011, le conflit a coûté la vie à [plus de 350 000 personnes](#). Selon l'ONU, [15,3 millions de personnes ont besoin d'une aide humanitaire](#) en 2023. [90 % des Syrien-ne-s vivent sous le seuil de pauvreté](#). Les services de base et autres infrastructures essentielles sont au bord de l'effondrement. Seuls [un peu plus de la moitié des hôpitaux et centres de santé sont encore pleinement fonctionnels](#).

12 millions de réfugié-e-s et personnes déplacées. Plus de la moitié de la population du pays, soit près de 12 millions de personnes, ont fui leur maison. Près de [6,8 millions sont déplacées en Syrie](#), surtout à Alep, Idleb et dans la campagne de Damas. Plus de 130 000 personnes ont été déplacées de janvier à août 2022, principalement dans les provinces d'Alep et d'Idleb autour des zones de la ligne de front. On estime que [5,3 millions de personnes ont trouvé refuge dans les pays voisins](#), principalement en Turquie (3,4 millions), au Liban (805 000), en Jordanie (660 000) en Irak (261 000) et en Égypte (145 000).

Catastrophe humanitaire à Idleb. Depuis avril 2019, les attaques du régime syrien, épaulé par les Russes et des milices iraniennes, à Idleb se sont intensifiées avec 3 millions de personnes prises entre deux feux. Ces attaques, qui n'ont [pas épargné les écoles et les hôpitaux](#), ont [poussé plus d'un million de personnes à fuir](#) pour trouver refuge dans des camps de fortune dans le nord-ouest d'Idleb et au nord de la province d'Alep. Selon l'ONU, plus de [1,8 million de personnes déplacées](#) vivant dans des camps de fortune dans le nord-ouest de la Syrie dépendent de l'aide humanitaire en 2023.

Violations des droits humains par toutes les parties au conflit. Le gouvernement est accusé [d'arrestations arbitraires, de disparitions forcées, de torture et d'exécutions extrajudiciaires](#), surtout à l'encontre de ceux qui s'opposent ou sont perçus comme s'opposant au gouvernement. Également dans les zones reprises aux groupes anti-gouvernementaux et ce malgré les accords de réconciliation. Le PYD/YPG est [accusé de détentions arbitraires, de disparitions forcées et de torture d'opposants politiques, d'arrestations de journalistes, de défenseurs des droits humains et de personnes liées à Daesh](#). Les groupes armés anti-gouvernementaux sont [accusés d'enlèvements de civil-e-s, de torture et d'exécution sommaire de personnes liées à Daesh ou à des groupes armés rivaux](#).

5. Pratique des autorités suisses

Taux de protection élevé. Selon les [chiffres du Secrétariat d'État aux migrations \(SEM\)](#) pour 2022, le taux de reconnaissance était de 51,2 % tandis que le taux de protection (décisions positives + Admission provisoire AP) était de 85 %.